RCS : TOULON
Code greffe : 8305

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TOULON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 00459
Numéro SIREN : 848 551 503
Nom ou dénomination : ABCK

Ce dépôt a été enregistré le 22/02/2019 sous le numéro de dépôt A2019/001845

645885

Dénomination : ABCK
Adresse : 9 avenue du Port 83270 Saint-cyr-sur-mer -FRANCE-

n° de gestion : 2019B00459
n° d'identification : 848 551 503

n° de dépôt : A2019/001845
Date du dépôt : 22/02/2019

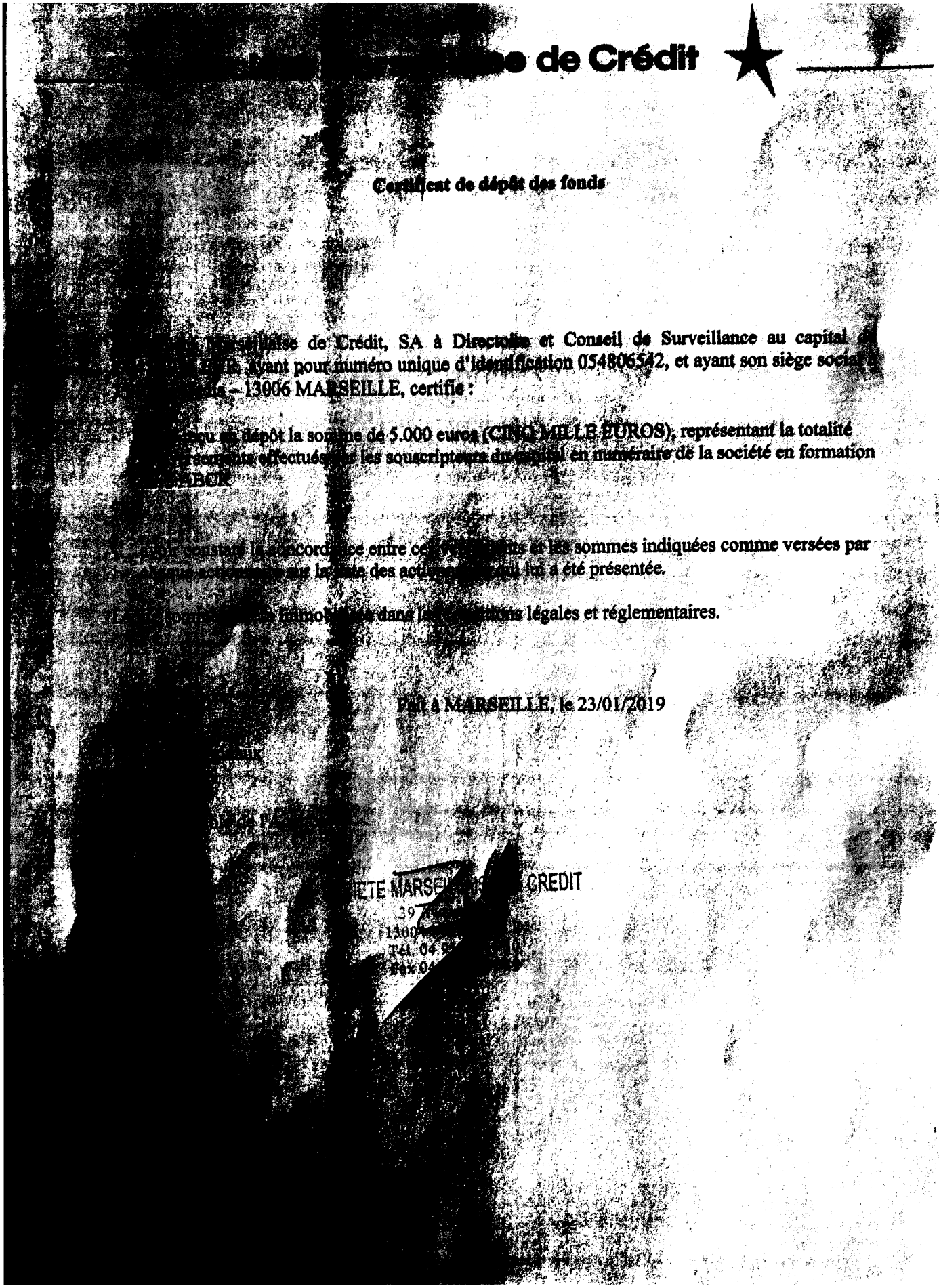
Pièce : Attestation de dépôt des fonds du 23/01/2019

TRIBUNAL DE COMMERCE TOULON

645885

https://mail.google.com/mail/u/0/?tab=om#inbox?projector=1

22/02/2019



...e de Crédit

Certificat de dépôt des fonds

...Méditerranée de Crédit, SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de ... R.C.S. ayant pour numéro unique d'identification 054806542, et ayant son siège social ... – 13006 MARSEILLE, certifie :

...reçu en dépôt la somme de 5.000 euros (CINQ MILLE EUROS), représentant la totalité ... versements effectués par les souscripteurs du capital en numéraire de la société en formation ...BOX

...constate la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par ... aux termes susvisés sur la liste des actionnaires qui lui a été présentée.

...immobilisés dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à MARSEILLE, le 23/01/2019

...CREDIT
...
...
...
...

IMG_5473.jpg

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE N/A
TOULON

645884

Dénomination : ABCK
Adresse : 9 avenue du Port 83270 Saint-cyr-sur-mer -FRANCE-

n° de gestion : 2019B00459
n° d'identification : 848 551 503

n° de dépôt : A2019/001845
Date du dépôt : 22/02/2019

Pièce : Liste des souscripteurs du 23/01/2019

TRIBUNAL DE COMMERCE TOULON (Var)

645884

ABCK

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 5 000 €

Siège Social :
9 Avenue du Port 83270 Saint-Cyr-sur-Mer

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

M. BARDAKDJIAN Alexandre,
né le 07/09/1987 à Marseille (13012),
demeurant 16 Traverse de la Dominique – Bât. F Les Hamadryades 13011 Marseille,
de nationalité Française,

M. KRIKORIAN Christophe,
né le 18/11/1986 à Marseille (13014),
demeurant 136 Avenue des Olives – Résidence Alticia Parc B04 13013 Marseille,
de nationalité Française,

L'investissement en capital des soussignés dans la société ABCK est transformé en actions de la société.

Lors de la constitution de la société ABCK, Les associés ont investi la somme de 5 000 Euros. En contrepartie de cet apport, ils ont reçu 100 actions de valeur Nominale de 50 Euro.

M. BARDAKDJIAN Alexandre a investi la somme de 2 500 € en contrepartie de l'attribution de 50 actions représentant 50 % du capital social.

M. KRIKORIAN Christophe a investi la somme de 2 500 € en contrepartie de l'attribution de 50 actions représentant 50 % du capital social.

Le Président,
Fait à St-Cyr-sur-Mer, le 23 Janvier 2019





645883

Dénomination : ABCK
Adresse : 9 avenue du Port 83270 Saint-cyr-sur-mer -FRANCE-

n° de gestion : 2019B00459
n° d'identification : 848 551 503

n° de dépôt : A2019/001845
Date du dépôt : 22/02/2019

Pièce : Statuts constitutifs du 04/12/2018

TRIBUNAL DE COMMERCE TOULON (Var)

645883

STATUTS
SAS ABCK

Les soussignés :

M. BARDAKDJIAN Alexandre, né le 07/09/1987 à Marseille (13012), demeurant 16 Traverse de la Dominique – Bât. F Les Hamadryades 13011 Marseille, de nationalité Française,

M. KRIKORIAN Christophe, né le 18/11/1986 à Marseille (13014), demeurant 136 Avenue des Olives – Résidence Alticia Parc B04 13013 Marseille, de nationalité Française,

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'elle a décidé d'instituer :

Article 1 - Forme

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables à cette forme sociale, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.
Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.
Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions.

Article 2 - Objet

La société a pour objet la restauration, brasserie et, d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation. La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social. Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

AB C.K

Article 3 - Dénomination sociale

La société a pour dénomination sociale : ABCK
Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé : 9 Avenue du Port 83270 Saint-Cyr-sur-Mer
Il peut être transféré en tous lieux par décision des associés.
Si la société vient à comporter plusieurs actionnaires, le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidé par le président. Dans tous les autres cas, le transfert du siège social résulte d'une décision collective des actionnaires prise par les associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.
La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Article 6 - Apports

A la constitution de la société, les associés, soussignés, ont apporté une somme en numéraire de 5 000 € correspondant à 100 actions au nominal de 50 € souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi que l'atteste le certificat établi le 23 Janvier 2019 par la banque, certifiant que la somme de 5 000 € a été déposée, pour le compte de la société en formation, à la banque susvisée le 23/01/2019.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à 5 000 € divisé en 100 actions de 50 € chacune intégralement libérées de même catégorie.

Article 8 - Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision unilatérale de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.
La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

AB C.K

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la société à tout actionnaire qui en fait la demande.
Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 10 - Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.
L'actionnaire unique ou les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence du montant des apports.
Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.
Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Article 11 - Transmission des actions

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».
La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les 30 jours qui suivent celle-ci.
L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.
Les cessions d'actions consenties par l'actionnaire unique, à titre onéreux ou gratuit, ainsi que les transmissions par voie de succession ou de liquidation de communautés s'opèrent librement.

Article 12 - Agrément

1. En cas de pluralité d'actionnaires, les actions de la société ne peuvent être cédées à titre onéreux, y compris entre actionnaires, qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des actionnaires.
2. La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur, s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

AB C.K

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.
3. La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la demande visée au point 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.
Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.
4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
a) En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 30 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.
b) En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de 3 mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.
Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les 6 mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.
Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 13 - Président de la société

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne morale ou physique, actionnaire ou non de la société. Le président personne morale est représenté par ses dirigeants sociaux.
Le président est nommé par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Le président est nommé sans limitation de durée. Il peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'en prévenir l'actionnaire unique ou les actionnaires 1 mois au moins à l'avance.
Le président est révocable .à tout moment par décision de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par décision des actionnaires statuant à la majorité prévue à l'article 17.2 des présents statuts.
La rémunération du président est fixée par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.
Le président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts à l'actionnaire unique ou aux décisions collectives des actionnaires.
Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Article 13 bis Directeurs Généraux

Le président peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, portant le titre de directeur général ou de directeur général délégué, et investis, sauf disposition contraire inopposable aux tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

AR C.V

Les fonctions de directeur général ne seront rémunérées que sur la base du contrat de travail conclu avec la société, étant précisé que la fonction de directeur général est distincte de celle de salarié.
En cas de rupture du contrat de travail pour quelque cause que ce soit ou si le directeur général est frappé d'une interdiction de gérer, d'une mesure de faillite personnelle, ou de sanctions pénales, ses fonctions de directeur général prendront fin de plein droit sans indemnité ni compensation et ce, dès la survenance de la cause de révocation. Dans le cas où la cause serait la rupture du contrat de travail, le directeur général serait réputé démissionnaire le premier jour du délai de son préavis.

La durée des fonctions de directeur général est fixée par la décision qui les nomme.
En cas de démission, empêchement ou décès du président, le directeur général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

Article 14 - Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

Article 15 - Commissaires aux comptes

Si la société remplit les conditions légales d'appartenance à un groupe ou si elle vient à répondre à l'un des critères définis légalement et tirés du nombre de salariés, du chiffre d'affaires ou du total du bilan, le contrôle légal de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires.

Article 16 - Conventions entre la société et les dirigeants

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, actionnaire unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.
Lorsque l'actionnaire unique n'est pas dirigeant de la société, les conventions conclues par le président sont soumises à son approbation.
Lorsque la société comporte plusieurs actionnaires, la procédure de contrôle est celle prévue par l'article L. 227-10, alinéas 1 et 2 du code de commerce.

Article 17 - Décisions de l'actionnaire unique ou des actionnaires

17.1 Décisions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à la collectivité des actionnaires lorsque la société comporte plusieurs actionnaires. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. L'actionnaire unique prend les décisions concernant les opérations suivantes :- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination et révocation du président ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- dissolution de la société ;
- augmentation et réduction du capital ;
- fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- toutes autres modifications statutaires.

AB C.K

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président. Les décisions de l'actionnaire unique sont constatées dans un registre côté et paraphé.17.2 Décisions collectives des actionnaires.

Si la société comporte plusieurs actionnaires, les seules décisions qui relèvent de la compétence des actionnaires sont celles pour lesquelles la loi et les présents statuts imposent une décision collective des actionnaires. Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président. Dans ce cas, les décisions collectives des actionnaires sont prises, sur consultation du président, par procès-verbal de décision, lequel mentionne la communication préalable de l'ensemble des informations et documents permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause. Sous réserve des décisions requérant l'unanimité en application de l'article L. 227-19 du code de commerce ou des dispositions des présents statuts requérant une majorité spécifique, les décisions collectives sont adoptées à la majorité de plus de la moitié des actions. Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Article 18 - Exercice social

L'année sociale commence le 1er Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année.
Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 Décembre 2019.

Article 19 - Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.
A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires.
Il établit également les comptes annuels, un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et les activités en matière de recherche et de développement, ainsi que, le cas échéant, des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe.

L'actionnaire unique ou les actionnaires par voie de décision collective, approuvent les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes dans un délai de 6 mois à compter de la clôture de chaque exercice.
Lorsque l'actionnaire unique, personne physique, est le président de la société, le dépôt au Registre du commerce et des sociétés, dans le même délai, de l'inventaire et des comptes annuels, dûment signés, vaut approbation des comptes.
En outre, lorsque la société, dont l'actionnaire unique personne physique est le président, ne dépasse pas deux des trois seuils réglementaires relatifs au total du bilan, au montant du chiffre d'affaires hors taxes et au nombre de salariés, elle est dispensée de l'obligation d'établir un rapport de gestion.

AR C.M

Article 20 - Affectation et répartition des résultats

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.
Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de 5 % pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.
La part attribuée aux actions sur ce bénéfice est déterminée par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.
L'actionnaire unique ou la décision collective des actionnaires peut également décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, il peut être décidé d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Article 21 - Dissolution - Liquidation

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.
Lorsque la société ne comporte qu'un seul actionnaire personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Lorsque la société comporte plusieurs actionnaires ou un actionnaire unique personne physique, la dissolution entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions légales.
Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 22 - Contestations

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Article 23 - Engagements pour le compte de la société en formation

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires, ledit état est annexé aux présents statuts.

AB C.K

Article 24 - Publicité

Tous pouvoirs sont donnés au président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

Fait à Saint-Cyr-sur-Mer, le 4 Février 2019
En 5 exemplaires originaux

M. BARDAKDJIAN Alexandre

M. KRIKORIAN Christophe

AB C.K

ACTE SEPARE DE NOMINATION DU PRESIDENT

Les soussignés :

M. BARDAKDJIAN Alexandre, né le 07/09/1987 à Marseille (13012), demeurant 16 Traverse de la Dominique – Bât. F Les Hamadryades 13011 Marseille, de nationalité Française,

M. KRIKORIAN Christophe, né le 18/11/1986 à Marseille (13014), demeurant 136 Avenue des Olives – Résidence Alticia Parc B04 13013 Marseille, de nationalité Française,

Agissant en qualité d'associés de la société ABCK au capital de 5 000 Euros, ayant son siège au : 9 Avenue du Port 83270 Saint-Cyr-sur-Mer.

Après avoir exposé qu'une société avait été constituée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du qui sera enregistré et publié en même temps que le présent acte, et que les statuts établis à l'acte prévoient dans leur article 13 la nomination du président de la société par acte séparé, a procédé à cette nomination.

Les associés nomment à l'unanimité, **M. BARDAKDJIAN Alexandre**, demeurant 16 Traverse de la Dominique – Bât. F Les Hamadryades 13011 Marseille, de nationalité Française, aux fonctions de président de la société pour une durée indéfinie.

M. BARDAKDJIAN Alexandre accepte ces fonctions de président, déclare n'être frappé d'aucune des interdictions ou déchéances édictées par la loi sur l'assainissement des professions commerciales.

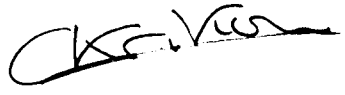
La rémunération sera fixée en assemblée générale.

Tous pouvoirs sont accordés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir les formalités de publicité ou de dépôts prévues par la loi.

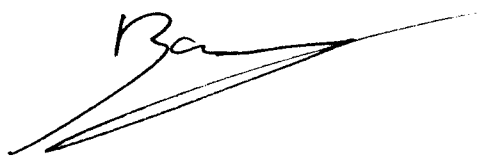
Fait à St-Cyr-sur-Mer le 4 Février 2019

En 4 exemplaires

M. KRIKORIAN Christophe



M. BARDAKDJIAN Alexandre



ACTE SEPARE DE NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL

Les soussignés :

M. BARDAKDJIAN Alexandre, né le 07/09/1987 à Marseille (13012), demeurant 16 Traverse de la Dominique – Bât. F Les Hamadryades 13011 Marseille, de nationalité Française,

M. KRIKORIAN Christophe, né le 18/11/1986 à Marseille (13014), demeurant 136 Avenue des Olives – Résidence Alticia Parc B04 13013 Marseille, de nationalité Française,

Agissant en qualité d'associés de la société ABCK au capital de 5 000 Euros, ayant son siège au : 9 Avenue du Port 83270 Saint-Cyr-sur-Mer.

Après avoir exposé qu'une société avait été constituée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du qui sera enregistré et publié en même temps que le présent acte, et que les statuts établis à l'acte prévoient dans leur article 13 la nomination du président de la société par acte séparé, a procédé à cette nomination.

Les associés nomment à l'unanimité, **M. KRIKORIAN Christophe**, demeurant 136 Avenue des Olives – Résidence Alticia Parc B04 13013 Marseille, de nationalité Française, aux fonctions de Directeur général de la société pour une durée indéfinie.

M. KRIKORIAN Christophe accepte ces fonctions de directeur général, déclare n'être frappé d'aucune des interdictions ou déchéances édictées par la loi sur l'assainissement des professions commerciales.

La rémunération sera fixée en assemblée générale.

Tous pouvoirs sont accordés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir les formalités de publicité ou de dépôts prévues par la loi.

Fait à St-Cyr-sur-Mer le 4 Février 2019

En 4 exemplaires

M. KRIKORIAN Christophe | **M. BARDAKDJIAN Alexandre**